

L'in Sudmersible

Journal de liaison des CTC et PFC

N°3

Fédération SUD PTT 23 rue de la mare 75020 Paris tél : 01 44 62 12 00 fax : 01 44 62 12 34

Nov/déc 2001

EDITO

Ras le bol !!!

Que ce soit dans les centres de tri ou dans les plates-formes colis, nous assistons à une montée en puissance sans précédent de la pression et de l'exploitation au quotidien.

Dans les services cela se traduit par une totale généralisation des horaires atypiques qui se substitue à des horaires de travail collectifs «vivables», un sous-effectif chronique et une très forte montée de l'utilisation de personnel contractuel sur ces horaires fortement flexibles. Ca se traduit aussi par un autoritarisme renforcée de la hiérarchie à tous les niveaux, une productivité et une pression accrues sur le personnel, une pléthore de centres de tri parallèles, des heures supps en pagaille. Le tout sur fond de restructurations, relocalisations, fermetures de centres incessantes. Bref ! Depuis 5 ans, en gros après la grève de 95, nous en prenons plein la gueule.

Nous sommes bien loin de la vision idyllique de FORUM qui nous assure que le dialogue social est en marche.

Il est temps de relever la tête.

Dans ce contexte, l'initiative des centres de tri de la Délégation Ouest le 18 octobre est la preuve qu'il existe encore dans nos centres un réel climat de combativité pour peu que le travail de mobilisation et de construction du rapport de force soit effectué.

Une pétition exigeant l'ouverture immédiate de négociations sur l'ensemble des 13 centres a été signé par plus de 1000 agents. Devant le refus de la direction, les chiffres de grève du 18 octobre sur l'ensemble des centres, et malgré l'absence d'unité syndicale, sont révélateurs du climat detestable instauré, mais qui n'est que la résultante d'une politique d'entreprise pilotée au plus haut niveau. Les agents de la Délégation Provence Alpes Côte d'Azur s'appêtent à faire de même et une grève est prévue le 29 novembre sur l'ensemble des centres de tri.

Alors oui ! Battons nous pour de véritables négociations, ne restons pas isolés centres par centres, mobilisons-nous dans un cadre plus large.

A partir des mobilisations dans les délégations, construisons le rapport de forces national qui fera céder La Poste.

sommaire :

page 1

édito

Page 2

Il était une fois dans l'ouest

Page 3 et 4

info luttes, Marseille, Bobigny, Agen Roubaix PFC

page 5

restructurations d'ampleur en Ile-de-France

page 6

fermeture du CTCI Landy

Il était une fois dans l'Ouest...

Une étude médicale nationale a récemment confirmé les conséquences néfastes pour les agents des horaires atypiques. Pour autant, La Poste ne change rien à sa politique au mépris des conclusions de cette étude, plutôt que de créer des emplois stables sur les brigades existantes et de muter nos collègues de la région parisienne, La Poste a continué à multiplier ces nouveaux horaires dégradant pour la santé, invivables en même temps qu'une précarité grandissante.

Dans nos établissements, nous avons un nombre de plus en plus élevé de contrats à durée déterminée. La Poste n'hésite pas à les jeter comme des Kleenex avant qu'ils ne prennent trop d'ancienneté et qu'ils ne réclament un emploi stable. Rien que pour l'année 2000, sur les 12 départements de l'Ouest, 14 000 jeunes ont ainsi été recrutés puis jetés par La Poste. Il en est de même dans toutes les régions !

L'installation de nouvelles machines de tri au lieu d'améliorer les conditions de travail, ne provoque que suppressions d'emplois et créations d'horaires invivables. Ils n'ont pas hésité, à Nantes, à instaurer une prise de service à 3H30 du matin.

Dans tous les centres de tri, les DHT, les temps de pause, les règles de départ en grève pour les nouvelles brigades sont différents. Nous n'avons plus les mêmes droits suivant notre lieu géographique d'affectation !

Qui peut croire échapper à terme à toutes ces réorganisations axées sur toujours plus de gain de productivité, au mépris des agents. Il faut maintenant une véritable stratégie de lutte afin de peser sur les décisions de nos dirigeants.

La Poste ne doit pas avoir la paix sociale tant qu'elle continuera à mépriser ses salariés et leurs représentants syndicaux et que nous ne déboucheons pas sur de sérieuses avancées sociales.

Les agents des centres de tri de l'Ouest ont exprimé leur ras le bol par le biais d'une pétition des CTC de l'Ouest, signée par plus de 1000 agents !



Devant le refus de La Poste d'ouvrir des négociations, nous avons organisé une action de grève le 18 octobre des centres de tri du grand Ouest.

Malgré le manque d'unité, cette grève a été fortement suivie sur Nantes (66% avec des pointes à 88% en nuit et 22/6 et 77% en boulangerie), Vannes 48%, Caen 50,5% (77% en nuit et 80% en demi-nuit), Rennes 41% (59 et 63% en nuit) et surtout dans les services de soirée et de nuit pour Quimper 70% nuit A et 57% nuit B, Brest 38% nuit A 50% nuit B, Angers environ 17% (20 et 30% en nuits), Argentan 50% en nuit, Laval 25% en nuit et 33% en jour, St-Brieuc 35 et 50%.

Le personnel des centres de tri de la Délégation Ouest lance un appel aux agents des centres de tri et aux fédérations syndicales.

☛ **Organisons des grèves au niveau des délégations**

☛ **Préparons une grève nationale des centres de tri**

☛ **Exigeons l'ouverture de véritables négociations**

PS : les centres de tri de la région Provence Alpes Côte d'Azur préparent le même type de mouvement pour le 29 novembre. Les centres de tri de la Délégation Ile de France se réunissent début décembre...

Luttes...INFO Luttes...INFO Luttes...INFO

Marseille Ville, Marseille Provence Trop c'est trop !

La direction de la Poste a nommé dans les centres de tri de Marseille Ville et Provence, jugés sans doute trop combatifs, des directeurs de choc. Le chef de centre de Marseille Ville, M. Varnusson, pense avoir été nommé pour mettre au pas des agents qu'il estime être tous des tire-au-flanc, et le moindre problème qui survient est traité à travers cette grille de lecture. Alternant paternalisme, répression et provocation, M. Varnusson se comporte comme un directeur de maison de redressement, et son management, qui repose sur le mépris complet des agents, se traduit par la multiplication des «dérapages» : réflexions blessantes, voire racistes, provocations multiples, harcèlement avec sanction pécuniaires à la clef, contre les agents en maladie, ou en charge de responsabilités syndicales, mépris permanent des règles d'hygiène et de sécurité comme au mois d'août, où des agents intoxiqués par les émanations de peinture ont été traités de tire au flanc et les pompiers qui sont intervenus, houspillés. Même comportement irresponsable lors d'ouvertures accidentelles de lettres contenant de la poudre suspecte.

Et même certains cadres sous ses ordres n'échappent pas à sa vindicte. Ce monsieur, véritable intégriste de la productivité, ne supporte pas le moindre problème venant perturber un tant soit peu la production, et se considère comme un croisé de la Poste pourfendeur des «mauvais postiers». Aussi n'a-t-il pas supporté une demande inscrite sur le cahier d'hygiène et sécurité et y a répondu en niant le problème par une provocation dont il est coutumier. Suite à la pétition des agents qui a suivie cette réponse provocatrice, il a littéralement pété les boulons et a adressé à un délégué CGT du centre une lettre d'injure pleines d'attaques personnelles infâmes.

Lors d'une audience intersyndicale le 14 novembre, la Poste a refusé de cautionner les pratiques de ce monsieur mais affirme plus loin que la totalité de ses responsabilités managériales sont confirmées (?). Les organisations syndicales CGT, CFDT, FNSEA et SUD de Marseille Provence ainsi que CGT, FNSEA et SUD de Marseille Ville appellent l'ensemble du personnel à un rassemblement devant la DD le 19 novembre.

Bobigny CTA

Exercice du droit de retrait : pas d'AI, pas de régularisation

L'analyse de la poudre trouvée dans une TPF le mardi 6 novembre dernier se révèle négative. Tant mieux !!! Tout le monde sera d'accord sur ce point. Face à cet incident, le personnel a fait valoir son droit de retrait (acte individuel) en raison d'un danger grave et imminent. La direction du centre, qui s'est couverte par une lettre du préfet lors de ces événements, brandit maintenant la menace de mettre les agents en Absences Irrégulières ou de régulariser par la prise de RC ou de CA.

C'est inadmissible !!!

Le texte officiel sur le droit de retrait dit : «aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un salarié ou d'un groupe de salariés qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux...» Nous avons exigé que les agents ayant fait valoir leur droit de retrait ne subissent aucune sanction (de quelque nature que ce soit) aussi bien pour ceux qui ont repris le travail que pour ceux qui se sont retirés jusqu'aux résultats des analyses. SUD a demandé une audience au Directeur ainsi que la tenue d'un CHS-CT extraordinaire. A suivre...

Agen CTC : préavis illimité déposé

Le centre de tri sera en grève illimitée à partir du 20 novembre pour exiger les emplois nécessaires au bon fonctionnement du centre et contre une réorganisation de la presse qui devrait entériner des reprises d'emplois et des horaires atypiques.

INFOS.....INFOS.....INFOS.....INFOS.....INFOS...

Plates-formes Colis de la Délégation Nord-Ouest

Lettre au Directeur de Coliposte

Nous tenons à vous signaler que les personnels des PFC de la DOC/DNO ont fait preuve de suffisamment de patience et de longanimité face aux problèmes de palettisation et de déconteneurisation. Ils ont démontré par ailleurs de grandes capacités d'adaptation à une situation qui, hélas, se pérennise et qu'ils n'auraient jamais du connaître.

A Noyelles, les agents s'inquiètent légitimement des conditions du futur transfert.

A Roubaix-Carihem, nos clients insatisfaits par nos prestations, désormais considérées insuffisantes (en raison du manque de conteneurs) délaissent peu à peu l'établissement pour déposer en sacs sur la base STLT d'Halluin. Ainsi La Redoute, Daxon ou Damart nous ont quitté plus ou moins momentanément.

A Val de Reuil, la manque de tracteurs gare se fait cruellement ressentir, une fois de plus, c'est le personnel qui pâtit du manque de moyen en matériel mis à sa disposition. Partout, ces moyens en personnel et en matériel ont été accordés avec parcimonie. Tous les postiers en ont souffert et le climat social s'en ressent. La précarité croît bel et bien dans les PFC.

Alors que pour l'année 2000, le colis et la logistique ont connu une croissance de près de 16% et que la Poste est le troisième groupe européen sur ce marché, le personnel doute de la pertinence d'achats à prix d'or liés à la croissance externe et s'inquiète des allusions gouvernementales au sujet de la pérennité du statut de La Poste et d'une «balkanisation» de notre métier.

Le personnel des PFC de la DNO pense que le temps est venu de privilégier la reconnaissance du travail par des compensations des plus méritées plutôt que de perdre notre culture postale en partenariats, alliances ou rachats à prix d'or. La baisse des ratios des coûts fixes liés à une forte croissance permet de récompenser le personnel des PFC, la réserve d'autofinancement étant suffisante avec les 150 millions d'Euros d'économies réalisées par la Poste en 2000.

Roubaix Carihem PFC

10 000 conteneurs au mois d'août, plus que 50 trois semaines plus tard, le personnel a succombé depuis aux multiples palettes cartons et sous film sans obtenir, pour autant de moyens supplémentaires en personnel. L'ambiance est détestable entre chefs d'équipes et dans le personnel, le machisme fait pleurer les femmes...

La section SUD demande une audience avec les chefs d'équipe et le responsable d'exploitation pour aplanir les problèmes relationnels et organisationnels. Le racisme latent, pernicieux, reptilien rampe sur notre sol, de nombreuses personnes font trop facilement l'amalgame avec la situation internationale pour envoyer des missiles chargés de haine vers le personnel d'origine arabe. L'établissement divisé en 2 bâtiments connaît des moments critiques : manque de place, manque de personnel, CDD traités comme des esclaves, trafic partant dans les filiales...

Sur ce dernier point, il faut savoir que Roubaix Carihem est en relation étroite avec les vépécistes. Comme nous n'avons plus de CP à leur offrir, nos prestations sont considérées

comme insuffisantes. Les vépécistes (La Redoute, Daxon et Damart) insatisfaits déposent donc en sac à la STLT, sous-filiale de La Poste dépendant de Dynapost, ce qui coûte 7 Frs par sac à La Poste. Depuis la STLT a été en grève avec blocage des portes. Et Carihem a fait grève le 11 octobre à 75% du personnel d'exécution (nous avons 25 cadres et chefs d'équipe), le 5 novembre, nous avons prévu une autre journée de grève mais devant l'impressionnant nombre de CDD embauchés en l'occurrence, nous avons décidé de venir bosser en jouant le jeu d'une grève imminente (AG, coups de gueule, ...). Il fallait voir la gueule du boss ce fameux jour... Nous avons décidé avec le personnel d'effectuer des débrayages surprises.

Pour conclure, il faut savoir que quand le trafic est trop lourd, le patron décide d'effectuer des déagements chez le sous-traitant Bertelsman.

Le personnel a donc décidé d'arrêter toute activité dès que cela se reproduirait.

Restructurations d'ampleur en Ile-de-France

Depuis 89, les secteurs tri, acheminement et transport ont connu plusieurs schémas directeurs. Cela s'est concrétisé par la fermeture des ambulants et de l'ensemble des bureaux-gares de Paris intra-muros au profit de liaisons routières et de centres excentrés en banlieue, dans des zones industrielles. Toutes ces restructurations nous ont coûté très cher en termes d'emplois, de conditions de travail et d'horaires. Malgré l'opposition des syndicats, toutes les fermetures de centres programmées ont été réalisées faute d'une lutte d'ensemble. Avec dernièrement la disparition du PLM, d'Austerlitz et la montée en charge de Mitry-Mory, nous avons assisté à une «pause» pendant 2 à 3 ans. Aujourd'hui, La Poste remet le couvert et prépare un nouveau schéma directeur avec comme objectif la mécanisation intensive du courrier. Ce sont plusieurs fermetures de centres qui sont prévues et 1300 emplois qui sont dans le collimateur. SUD appelle d'ores et déjà, les personnels et les organisations syndicales à une liaison des centres concernés par les restructurations afin de s'opposer massivement à ce nouveau schéma directeur.

Sur la Direction du Courrier International (DCI)

La direction prévoit l'ouverture d'un nouveau centre sur la zone aéroportuaire de Roissy pour le milieu de l'année 2003. Situé sur un terrain de 52 000 mètres carrés, ce centre emploiera environ 500 personnes (titulaires, contractuels, intérimaires). Il sera équipé de plusieurs machines de tri, petits, grands formats et encombrants. Il comprendra deux sites, un CTCI (centre de tri du courrier international) et un CTA (centre de transit aérien). Concernant les régimes de travail, les brigades classiques semblent abandonnées. La création de ce nouveau centre entraînera les fermetures du Landy CTCI, de l'actuel Roissy CTCI ainsi qu'Orly CPA et la mise en reclassement des personnels concernés. Mais elle aura aussi de conséquences sur l'actuel Entrepôt international, les CTC parisiens et les centres de tri frontaliers en termes de reprises d'emplois. C'est donc un nouveau schéma directeur et des conséquences pour le personnel qui seront pire que par le passé.

Sur la Direction du Courrier (DC)

Été 96, suite aux fermetures des transbordements d'Évangile et d'Austerlitz, La Poste ouvre dans la foulée, et à la va vite, 2 centres qui sont Orly Sénia et Fontenay Péripole. Cinq ans plus tard, elle prévoit de les fermer avec la création de la plate-forme routière de Melun-Sénart. Fermeture programmée courant 2003 pour Orly Sénia

et 31 mars 2003 pour Fontenay Péripole. La plate-forme routière de Melun Sénart, à 40 Kms de Paris, est située sur un terrain de 50 000 mètres carrés en bordure de la N 104 (Francilienne) pour faciliter la desserte province par transports routiers (dans un rayon de 500 Kms). Elle comprendra un bâtiment conçu pour la mécanisation, ainsi qu'un hall d'exploitation de 14 080 m² et 80 portes de quai. Elle sera équipée d'une machine de tri des bacs, caissettes, boîtes cartons et sacs, de zones de traitement et de stockage accrues. Les bâtiments devant être réceptionnés au mois de mai 2002, l'exploitation débutera au mois de septembre de la même année et devrait en principe être en pleine charge au mois de décembre 2002.

Sur la Direction des Colis et des Transports (DCT)

Un premier plan de reclassement a eu lieu en 97 avec l'objectif de ne garder que 600 chauffeurs. Celui-ci avait entraîné la fermeture de plusieurs CETP (centre d'exploitation des transports postaux) au profit d'antennes localisées en banlieue. Ce plan à peine terminé, la direction annonce que ce n'était qu'une étape et que dans un futur proche, la totalité des CETP devrait disparaître et que "l'organisation relative du transport en régie s'articulera autour des antennes de transport qu'il faut consolider". Dire que l'avenir du transport en régie (camions jaunes) est compromis n'est pas un scoop. Les révélations de la boîte s'inscri-

vent dans la continuité du plan de casse initial. On connaît la valeur des "croyez-nous, on veut sauvegarder le service". Les camarades du SNAG (Service National des Ateliers Garages) pourraient nous en parler sagement. On leur promettait le maintien de leur service après un dégraissage de 50% du personnel. Peu de temps après, La Poste fermait l'ensemble des ateliers-garages. La DCT affiche la même volonté, en prenant garde de ne pas annoncer l'ensemble de ses objectifs. Soutenir l'idée que seules les antennes seront l'unique stratégie de maintien du transport en régie est une véritable mascarade.

Quelles perspectives de lutte ?

La Poste obéit aux «vertus» du libéralisme en recherchant un maximum de gains de productivité et le moins d'investissement social possible. Les personnels sont considérés comme des pions que l'on déplace en fonction de la rentabilité. Il est de la responsabilité de toutes les organisations syndicales de s'opposer frontalement à cette restructuration par une lutte globale de tous les centres concernés. Sans combat, ce nouveau schéma directeur se traduira par des centaines d'emplois supprimés, des reclassements de plus en plus difficiles, un développement accru de la précarité et des régimes de travail atypiques.

Pour sa part, SUD proposera l'action sous toutes ses formes et l'unité syndicale la plus large pour s'y opposer.

Landy CTCI : Assez !

Le Landy situé dans le 18ème arrondissement de Paris est un des centres voués à une fermeture prochaine dans le cadre du schéma directeur de la Direction du Courrier International. Nous reproduisons ici l'édito du journal de la section SUD locale. *Ambiance...*

Une fois n'est pas coutume, parlons philatélie :

- le 17 juillet 91, La Poste éditait un timbre à l'effigie du Landy pour célébrer son ouverture. Sur le feuillet «premier jour», une jolie photo couleur de la façade saumon du centre avec, incrustée sur fond de ciel bleu, l'entrée ruilante de ce qui était alors, la «vitrine» de la DCI (on disait aussi «centre pilote»). Moderne, bien situé, le Landy avait toutes les qualités requises pour accomplir sa mission, c'est du moins ce que disait le texte de présentation du timbre. Ce qu'il ne disait pas, en revanche, c'est que l'espérance de vie de cette merveille postale n'était que d'une dizaine d'années. Bien sûr, il ne s'agissait là que d'infâmes rumeurs répandues par les éternels alarmistes et autres syndicalistes paranos...

Ce qu'il ne disait pas non plus, c'est que le Landy renaissait déjà de ses cendres : dans une autre vie, il avait été une sorte d'annexe de la Gare du Nord et comprenait même quelques ambulants. Ceux d'entre nous qui ont connu cette époque pourraient vous raconter comment La Poste a fermé une première fois le Landy en 75 et transféré son activité à Evangile, un site moderne lui aussi sur lequel on a dépêché un comité d'accueil ad hoc pour convaincre les agents du bien-fondé de l'opération. Opération provisoire puisque le trafic échouera... Gare du Nord quelques années plus tard. On laissera ensuite mourir Evangile à petit feu jusqu'à son agonie définitive en 95.

Vingt ans d'existence pour Evangile, dix ans pour le Landy (combien pour Roissy I ?), la DCI se délecte de ces denrées périssables et s'amuse à déplacer des petits pions comme au Monopoly. Dans cette valse dingue, certains auront fait : Landy-Evangile-Gare du Nord-Landy, ce qui n'est peut être pas pire que : Brune-St Lazare-Gare de l'Est-Austerlitz-Landy...etc...

Pas étonnant qu'ils aient aujourd'hui du mal à avaler le brouet* réchauffé qu'on leur sert et le baratin qui va avec : concurrence-moder-nisation-adaptation-mobilité-bla-bla-bla.

Car si la boîte met les bouchées doubles (un directeur tout miel, des CMOPS omniprésents, une communication au top, un forum de l'emploi par mois, etc...), force est de constater que le reclassement est en panne : une fois les premiers départs effectués (retraitables, spécimens faciles à caser), la plupart de ceux qui restent continuent à cracher dans la soupe.

C'est là que les choses se corsent (sans jeu de mots!). Et la phase finale du jeu de massacre ne sera sans doute pas une partie de plaisir pour la direction. Manquerait plus que ça! Non mais, sans blague ? Dix ans, quinze ans qu'on nous transfère, qu'on nous déplace, qu'on nous reclasse «pour notre bien» et que c'est pire à chaque fois. La colère, le dégoût, le manque de motivation au travail et les débordements qu'ils entraînent sont des réactions légitimes qui prouvent que nous sommes encore des êtres humains et non pas des robots.

Soyons sérieux !

Dix ans, quinze ans qu'on assiste au gâchis et qu'on paye les pots cassés pendant qu'ils se remplissent les pôches !

Assez !

La DCI est pleine aux as, qu'elle crache au bassin ! Nous ne sommes pas des enfants de chœur qu'on endort à coup d'hosties et de vin de messe. Il veulent nous achever ?

Donnons leur du fil à retordre !

N'ayons pas peur de leur tenir tête et d'exiger notre dû ! C'est une question de dignité.

* *brouet* (aliment presque liquide)